

CONJONCTURE | BRETAGNE

JUIN 2025 N°6

BILAN AGRICOLE 2024

Les prix des produits agricoles et les coûts de production sont un peu moins élevés

En 2024, les prix restent globalement élevés dans les filières d'élevage. Le lait et les jeunes bovins se vendent toujours à des prix records alors que le porc, les volailles et les œufs sont payés à un prix un peu moins élevé qu'en 2023. Les charges des éleveurs reculent, notamment les aliments pour animaux dont le coût diminue globalement de 10 %, tout en restant élevé. Celui-ci suit la baisse du prix des céréales, dans un contexte d'offre mondiale élevée et de demande plus faible. Les cheptels bovins et porcins continuent de se réduire. Malgré cette baisse, la production de lait s'accroît grâce à l'amélioration de la productivité des vaches. Les abattages de porcins progressent également. Les difficultés demeurent pour le lait bio et les œufs bio de consommation, face à une baisse de la consommation liée à l'inflation. En 2024, la viande de volaille devient la viande la plus consommée en France, devant la viande porcine, alors que la viande bovine perd à nouveau du terrain. Les pluies favorisent la croissance de l'herbe, mais altèrent les rendements des grandes cultures. Concernant les légumes, la campagne 2023-2024 des choux-fleurs et la saison 2024 des artichauts s'avèrent plus satisfaisantes que la saison des tomates.

La météo contrarie la production de céréales et d'oléagineux

En 2024, les productions de **céréales hors maïs et oléagineux** reculent en Bretagne, suite à la baisse simultanée des surfaces et des rendements. Entre 2023 et 2024, la production de céréales hors maïs se réduit ainsi de 16 % et celle d'oléagineux de 18 %. À l'inverse, la production de **maïs grain** gagne 17 % grâce à l'augmentation des surfaces, en dépit de rendements plus faibles (**figure 1**). La production

globale de céréales diminue de 5,9 %. En raison des pluies de l'automne 2023 et de l'hiver 2023-2024, les agriculteurs réduisent les surfaces de cultures d'hiver au profit des surfaces de printemps (principalement orge, secondairement blé et colza). Les rendements fléchissent également à cause du manque d'ensoleillement et de la pluviométrie excessive, qui perturbe à la fois les semis, le bon développement des cultures

et l'organisation des moissons. Le rendement baisse de 11 % pour le blé tendre (65,4 quintaux par hectare), de 8 % pour l'orge (63,1 quintaux par hectare) et le colza (29 quintaux par hectare), et de 4 % pour le maïs grain (92,8 quintaux par hectare). Par ailleurs, la qualité des grains est souvent inférieure aux standards. La production de **protéagineux** faiblit également (-1 %) du fait d'une baisse des surfaces, alors que les rendements s'améliorent (+6 %).

Encadré 1 - Météo : une année à nouveau douce avec des pluies importantes

Tout comme 2023, l'année 2024 s'avère douce et humide. En Bretagne, la température annuelle moyenne dépasse la normale 1991-2020 pour la onzième année de suite, avec + 0,6 °C. Comparables à celles de 2023, les précipitations excèdent de 5,2 % les normales. Les réserves d'eau souterraine sont supérieures à la moyenne tout au long de l'année. L'ensoleillement est particulièrement faible en 2024.

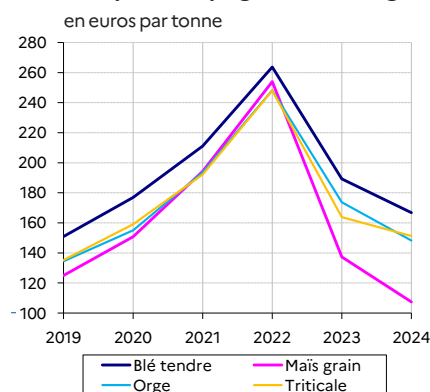
Figure 1 - Les principales productions bretonnes en 2024

| | Bretagne | | | Part Bretagne / France métropolitaine en 2024 (%) |
|---|-----------|-----------|-------------------------|---|
| | 2023 | 2024 | Évolution 2023-2024 (%) | |
| Productions végétales (tonnes) | | | | |
| Blé tendre | 2 183 223 | 1 787 577 | - 18,1 % | 7 % |
| Maïs grain | 1 272 868 | 1 485 616 | 16,7 % | 10 % |
| Orge | 596 170 | 569 972 | - 4,4 % | 6 % |
| Triticale | 194 933 | 150 217 | - 22,9 % | 14 % |
| Autres céréales | 93 565 | 73 501 | - 21,4 % | 3 % |
| Oléagineux | 236 250 | 192 645 | - 18,5 % | 3 % |
| Maïs fourrage | 4 266 880 | 3 999 142 | - 6,3 % | 23 % |
| Choux-fleurs | 156 235 | 138 027 | - 11,7 % | 78 % |
| Tomates | 150 291 | 147 537 | - 1,8 % | 22 % |
| Lait (millions de litres) | | | | |
| Livraisons à l'industrie | 5 128 | 5 267 | 2,7 % | 23 % |
| Activité dans les abattoirs (tonnes) | | | | |
| Bovins - 12 mois | 53 377 | 52 310 | - 2,0 % | 33 % |
| Gros bovins | 220 964 | 215 716 | - 2,4 % | 19 % |
| Porcs | 1 231 082 | 1 267 153 | 2,9 % | 61 % |
| Gallus | 367 421 | 376 076 | 2,4 % | 31 % |
| Dindes | 97 134 | 94 040 | - 3,2 % | 37 % |
| Production d'œufs des élevages professionnels (milliers) | | | | |
| Œufs de consommation | 5 610 900 | 5 586 400 | - 0,4 % | 36 % |

Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Statistique agricole annuelle (2023 définitive, 2024 provisoire), BDNI - enquête auprès des abattoirs

Les **cours des céréales** diminuent à nouveau au cours de la campagne 2024-2025. C'est la conséquence d'une offre mondiale élevée, d'une forte concurrence des pays de la mer Noire et d'une demande plus faible de la Chine. En Bretagne, les prix des céréales collectées en 2024-2025 poursuivent leur baisse après avoir atteint des niveaux record en 2022-2023 (**figure 2**). Ainsi, le prix du blé tendre se réduit de 12% par rapport au prix moyen de campagne 2023-2024 et tombe à 167 euros la tonne. Le maïs grain perd 22% et tombe à 107 euros la tonne.

Figure 2 - Évolution du prix* des céréales par campagne en Bretagne



*prix moyen payé au producteur : au 30/06 de l'année N+1 pour 2019 à 2023, au 31/12 pour 2024

Sources: Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Une campagne fourragère très satisfaisante en herbe, moins en maïs

Les pluies de 2024 favorisent la production d'**herbe** en Bretagne. La hausse des rendements permet d'accroître celle-ci de 12% comparée à celle, déjà satisfaisante, de 2023. La météo génère cependant des difficultés de pâturage liées à la mauvaise portance des sols, notamment une mise à l'herbe tardive au printemps. À l'inverse, la production de **maïs fourrage** diminue de 6%, suite au recul à la fois des surfaces et des

rendements. Elle reste cependant correcte et supérieure à la moyenne quinquennale, après une production 2023 plutôt satisfaisante. Globalement, les agriculteurs ont semé plus de maïs (grain et fourrage) qu'en 2023 (+4,2%), compte tenu de l'augmentation de la surface en maïs grain.

Une campagne plus favorable pour les choux-fleurs et les artichauts que pour les tomates

Durant la campagne de juin 2023 à mai 2024, la production de **choux-fleurs** est rémunératrice comme en 2022-2023. En moyenne sur la campagne, les choux-fleurs sont payés aux producteurs bretons à un prix supérieur de 52% au prix moyen des cinq dernières campagnes, avec une production inférieure de 28%. Les pertes bretonnes liées à la tempête Ciarán en novembre 2023, ainsi que les demandes d'approvisionnement provenant de l'étranger, permettent de soutenir le prix expédition du chou-fleur, dans un contexte d'offre européenne inférieure à la demande.

Pendant la campagne 2024 (de mars à novembre), la production d'**artichauts** est bien valorisée, après deux années particulièrement difficiles. Les artichauts charnus (variétés Camus, Castel et Cardinal) sont payés aux producteurs bretons à un prix moyen supérieur de 36% au prix moyen 2019-2023, pour une offre inférieure de 24%. La production diminue du fait du déclin des surfaces et de rendements moindres. La filière souffre de difficultés, telles que le désintérêt des consommateurs pour ce légume, et la pénibilité du travail qui rend difficile le recrutement de main-d'œuvre. S'étendant de janvier à décembre, la campagne de production de

tomates apparaît peu favorable en 2024. Le prix des tomates en grappe est comparable au prix moyen 2019-2023, avec un prix expéditeur à 1,25 euros le kg, alors que la production bretonne de tomates est inférieure de 9,5% à la moyenne quinquennale. La météo maussade freine la consommation au printemps et les prix baissent face à la concurrence et à une offre importante. La campagne est marquée par plusieurs épisodes de crise conjoncturelle entre avril et juin (prix anormalement bas), principalement pour les tomates petits fruits (**définitions**). Avec l'arrivée de l'été, la demande repart à partir de fin juin et permet un écoulement plus fluide.

La production d'**endives** durant la campagne 2023-2024 (de septembre 2023 à juin 2024) est particulièrement faible, mais elle est bien valorisée. L'hiver très humide et la diminution du nombre de producteurs qui se poursuit, conduisent à une baisse de la production. Cette situation de pénurie soutient les cours de l'endive à des niveaux exceptionnellement élevés pendant toute la campagne.

La production d'**échalotes traditionnelles** augmente pendant la campagne 2023-2024 (de juillet 2023 à juin 2024), mais les prix de vente sont bas. La demande atone et la concurrence plus importante de l'échalote issue de semis, pèsent sur les cours. L'échalote traditionnelle est déclarée en situation de crise conjoncturelle du 29 avril au 24 juin. Afin de soutenir cette culture, exigeante en main-d'œuvre, la filière est engagée dans une démarche de labellisation IGP « échalote de Bretagne ».

Encadré 2 - Baisse du coût de l'alimentation animale et des engrais

Entre 2023 et 2024, le prix d'achat de l'ensemble des intrants utilisés par les agriculteurs bretons se réduit de 5,7%, selon l'*Ipampa*. Le coût des aliments pour animaux, qui représentent 45 % du coût des intrants en Bretagne, fléchit de 9,5%, suite au recul des prix des céréales. Le prix des engrais et amendements diminue fortement (-16%). Celui de l'énergie faiblit (-0,6%). À l'inverse, le prix des produits et services vétérinaires augmente (+3,8%) et celui des semences se stabilise (+0,1%).

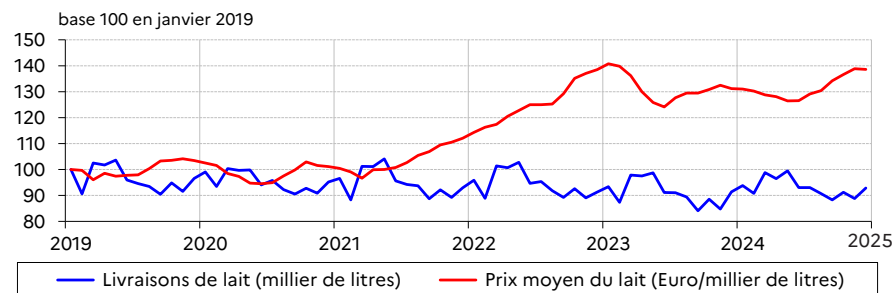
Lait : un prix toujours record et des livraisons qui augmentent

En 2024, les **quantités de lait** livrées par les producteurs bretons augmentent de 2%, après quatre années de baisse. Le volume livré reste cependant inférieur à la moyenne des cinq dernières années (-1,4%, **figure 3**). La production bretonne de lait progresse grâce à une meilleure productivité des vaches, alors que le cheptel laitier continue de se réduire. En 2024, le **rendement laitier** augmente de 6%, principalement grâce aux fourrages satisfaisants (stocks de 2023 en début d'année et production 2024 par la suite). Plusieurs autres facteurs permettent également d'améliorer le rendement, comme le nombre de lactations par vache, qui tend à augmenter, le passage à un robot de traite, ou les progrès de la génétique. La production bretonne de lait s'accroît, alors que le **cheptel laitier** poursuit sa baisse, démarrée en 2018 suite à la fin des quotas en 2015. En Bretagne, les effectifs de vaches laitières diminuent ainsi de 3,6 % entre fin 2023 et fin 2024. Le nombre de **producteurs de lait** continue en effet de reculer : - 4,1 % entre 2023 et 2024.

Concernant la **qualité du lait**, le taux de matière protéique progresse (+0,6%), mais le taux de matière grasse diminue (-0,3%). En dépit de volumes en hausse, le **prix du lait** payé aux producteurs bretons se maintient au niveau record de 2023 (**figure 4**). L'évolution annuelle diffère toutefois sur les deux semestres, entre une baisse au premier (-3,2%) et une augmentation au second (+3,4%). Le prix du lait en France est porté par l'envolée des cours mondiaux du beurre, en raison de la progression de la demande (États-Unis, Chine), face à une offre insuffisante. À 468 euros pour 1000 litres en moyenne annuelle, le prix du lait en Bretagne dépasse de 17,5% le prix moyen 2019-2023 (prix moyen à teneurs réelles, toutes qualités confondues).

Sur le marché des **produits laitiers**

Figure 3 - Prix et livraisons de lait en Bretagne entre 2019 et 2024



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

industriels, le prix du beurre flambe à nouveau en 2024 (+ 30 % en France), en particulier au second semestre, après son envol de fin 2021 et 2022. La baisse de l'offre mondiale de beurre au premier semestre, ainsi que la multiplication des foyers de FCO de sérotype 3 en Europe par la suite, expliquent cette hausse de prix. En revanche, le prix de la poudre de lait écrémé reste stable tout au long de l'année, alors que la demande des pays importateurs s'amoindrit.

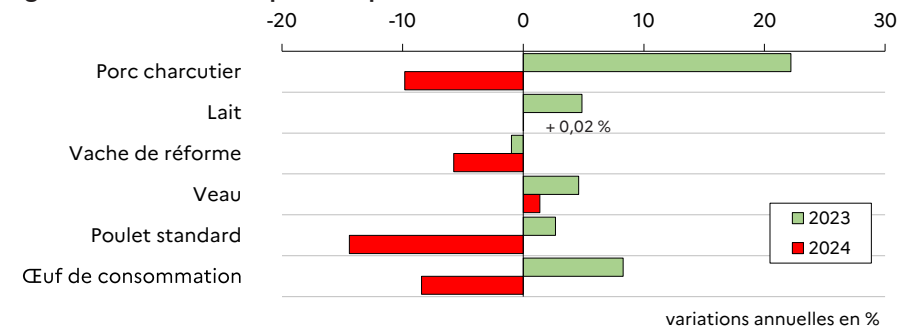
La filière du **lait bio** traverse une crise liée à la baisse de la consommation des ménages. La **production** bretonne de lait bio se réduit en 2024 (-1%), tout comme le nombre de **producteurs** de lait bio (-2,1%). Parallèlement, le **prix** du lait bio augmente très légèrement (+0,5%) et atteint en moyenne 510 euros pour 1000 litres en 2024, soit un faible écart avec le prix du lait conventionnel (466 euros pour 1000 litres). La part du lait bio collecté (5,1%) diminue légèrement, malgré une part de producteurs bio (10,2%) un peu plus élevée qu'en 2024 (10%).

Les **coûts de production** des éleveurs laitiers redescendent, tout en restant élevés. Sur l'année entière, l'**Ipampa** lait de vache de l'Institut de l'élevage recule de 4,2% par rapport au niveau de 2023, en France. Cette baisse des charges permet d'améliorer la **marge des éleveurs laitiers**, qui progresse pour la troisième année de suite dans l'Hexagone. À 165 euros les 1000 litres en moyenne annuelle, elle dépasse de 9% celle de 2023, d'après l'indice *Milc* de l'Institut de l'élevage, qui mesure l'écart entre la valeur produite et les coûts d'approvisionnement.

Bovins : des prix encore élevés face à une offre toujours limitée

En 2024, les **abattages de gros bovins** en Bretagne diminuent de 2,4% en volume par rapport à 2023, et de 11% comparé à la moyenne quinquennale, en lien avec la baisse générale du cheptel bovin. En recul depuis 2018, le nombre de gros bovins dans les exploitations bretonnes se réduit en effet de 2,3% entre fin 2023 et fin 2024. Les abattages de **vaches laitières** ne diminuent

Figure 4 - Évolution du prix des produits animaux sur un an



Note : Porc charcutier, lait et poulet : Bretagne
Vache de réforme : Bassin Grand Ouest
Œufs de consommation : France Métropolitaine

Lecture : le cours moyen du porc charcutier a gagné 22 % entre 2022 et 2023, et a perdu 10 % entre 2023 et 2024

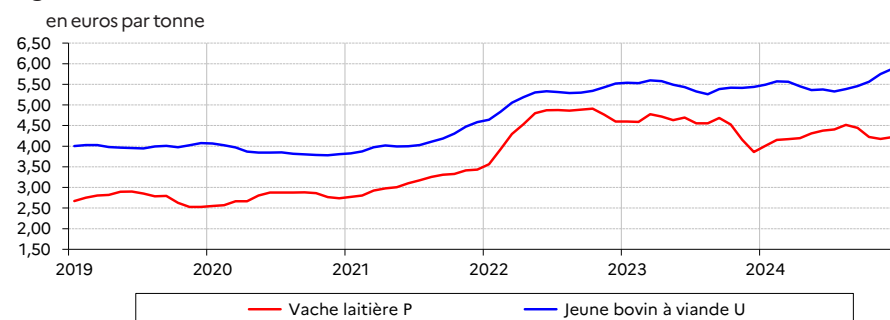
Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, Marché au cadran de Plérin

pas en volume (+0,3%), mais ils reculent en nombre de têtes (-1,5%), témoignant d'un poids moyen en hausse. Le prix du lait incitatif et les fourrages satisfaisants poussent en effet les éleveurs à retarder les mises à la réforme des vaches laitières. Les abattages de **vaches allaitantes** reculent (-7,9% en volume), tout comme ceux des **jeunes bovins** (-6,7%). En septembre et octobre 2024, les mouvements des animaux sont restreints en Bretagne pour raison sanitaire. La région est partiellement placée en zone régulée pour la fièvre catarrhale ovine (FCO), en raison de foyers dans les départements limitrophes. Des premiers foyers de maladie hémorragique épizootique (MHE) sont également détectés en Bretagne, plaçant l'ensemble de la région en zone régulée.

En 2024, les éleveurs bénéficient de cotations bovines favorables, tout en ayant des charges moins élevées. Les **cours des gros bovins** dans le bassin Grand Ouest se maintiennent à des niveaux élevés, proches de ceux de 2023, et généralement supérieurs d'environ 20% à leurs moyennes quinquennales respectives (**figure 5**). Avec la baisse du cheptel, l'offre de viande bovine reste en effet inférieure à la demande. Le prix des **jeunes bovins à viande U** bat même le record de l'année précédente, à 5,51 euros le kg en moyenne annuelle, soit +1,2% en un an (22% de plus que la moyenne quinquennale). Il termine l'année au prix jamais atteint de 5,87 euros le kg en décembre. Le marché des jeunes bovins est en effet soumis à des tensions d'approvisionnement, tant sur le marché français qu'européen, alors que la demande s'accroît en Europe. En revanche, le cours des **vaches laitières P** diminue de 5,8% par rapport à 2023, à 4,27 euros le kg en moyenne annuelle. Ce prix reste cependant élevé (20% de plus que le prix moyen 2019-2023).

Entre 2023 et 2024, le coût de production se réduit de 9%, selon l'Ipampa aliments

Figure 5 - Évolution des cotations bovines du bassin Grand Ouest 2019-2024



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

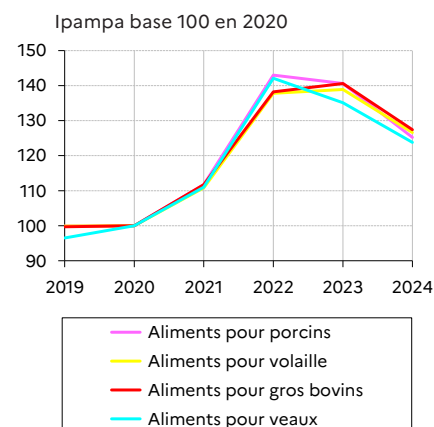
pour gros bovins (**figure 6**). Il reste cependant supérieur à la moyenne quinquennale (+9%). Les **abattages de veaux de boucherie** reculent à nouveau en 2024 (-6,7% par rapport à 2023 et -16% par rapport à la moyenne quinquennale), du fait de la baisse du cheptel. En fin d'année 2024, les effectifs de veaux de boucherie présents dans les exploitations bretonnes sont inférieurs de 6,8% à ceux de fin 2023. Avec une offre insuffisante de veaux sur les marchés comparée à la demande, les **cours** poursuivent la hausse démarrée fin 2021, et atteignent un nouveau record en 2024. En moyenne annuelle, le veau de boucherie **rosé clair O** s'échange ainsi à 7,25 euros le kg pour le bassin Nord, soit 1,4% de plus qu'en 2023 et 20% de plus que le prix moyen 2019-2023. Parallèlement, le **coût des aliments d'allaitement** diminue pour la deuxième année de suite: l'*Ipampa* aliments pour veaux recule de 6,8% par rapport à 2023. Mais il reste encore supérieur de 4,3% à la moyenne quinquennale. En 2024, la **consommation de viande bovine** en France diminue, mais moins qu'en 2023, car le prix de la viande bovine augmente moins fortement (+1,1%, en moyenne annuelle après +7,8% en 2023). La consommation globale de viande bovine, y compris veaux, se réduit ainsi de 1,8%, après une baisse de 3,7% en 2023 (calcul par bilan soit la somme des abattages et des importations, exportations déduites). Les ménages français continuent également de réduire

leurs achats de viande de veau (-6,1%).

Porc : le prix baisse en 2024 mais reste haut

En 2024, les **abattages** en Bretagne augmentent de 2,9% en tonnage et de 2% en nombre d'animaux, alors que le cheptel dans les exploitations bretonnes se réduit de 2,1% en fin d'année. Des gains de productivité permettent de limiter les effets de la baisse du cheptel. Après deux années de repli, les abattages atteignent 1,27 million de tonnes, pour 13,3 millions d'animaux abattus. Les abattages restent cependant inférieurs à la moyenne 2019-2023 en volume (-1,5%). Le **poids moyen** à l'abattage tend à augmenter, les éleveurs cherchant à valoriser au mieux les animaux lorsque le coût de l'aliment et le prix du marché le permettent. En 2024, le poids moyen des porcs s'accroît de 0,9% par rapport à 2023 (95kg par carcasse). La hausse est renforcée par la

Figure 6 - Évolution du coût des aliments en Bretagne 2019-2024



Source : Agreste, Draaf Bretagne - Insee

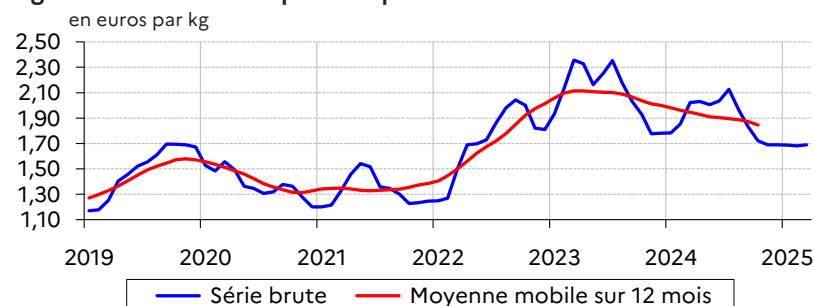
modification, au premier juillet 2024, de la grille Uniporc. Le nouveau système de calcul offre une meilleure valorisation des carcasses lourdes.

En 2024, le prix du porc redescend après avoir atteint des records en 2023 (figure 7). En moyenne annuelle, le **prix de base du porc charcutier** au Marché du porc français (nouveau nom du Marché du porc breton depuis le 6 juin 2024) s'établit à 1,896 euros le kg, soit 9,8% de moins qu'en 2023. Cependant, il dépasse de 18% le prix moyen des cinq dernières années. Au premier trimestre, l'offre de viande porcine insuffisante par rapport à la demande, en France comme en Europe, fait monter le prix du porc. Au deuxième trimestre, la météo fraîche et humide limite la consommation des ménages et stabilise les cours. Le prix mensuel du porc remonte en juillet, où il atteint le pic de l'année, à 2,126 euros le kg. La diminution des achats chinois et la forte concurrence des porcs brésiliens et américains, sur le marché français comme à l'export, font ensuite baisser les cours. En fin d'année, la reprise des transactions en vue des fêtes stabilise le prix du porc à 1,689 euros le kg en novembre et décembre.

Les charges des éleveurs reculent en 2024, notamment le **coût de l'aliment destiné aux porcs**. Estimé par l'*Ifip*, le prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais se réduit de 11,4%, par rapport à 2023, en moyenne annuelle. Il reste néanmoins important, avec 7,5% de plus que la moyenne quinquennale. Le coût de l'aliment est relativement stable au cours de l'année.

Malgré des cotations porcines inférieures à celles de 2023, la situation économique des éleveurs reste satisfaisante, grâce au coût de l'aliment moins élevé. Les élevages améliorent leur **rentabilité**, rétablie en 2023. Le ratio *cotation carcasse* sur *prix de l'aliment* de 2024 témoigne ainsi de la bonne rentabilité des exploitations, avec un niveau moyen annuel

Figure 7 - Évolution du prix* du porc charcutier 2019-2024



* les moyennes mobiles sont calculées sur 12 mois ; ainsi la moyenne mobile centrée sur juillet 2024 (1,896 euros le kg) correspond à la moyenne de janvier à décembre 2024

Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, Marché du porc français

de 6,5 (6 constituant un niveau moyen de rentabilité).

En 2024, le recul général de l'inflation en France favorise la **consommation** des viandes blanches. Ainsi, la consommation globale de viande porcine s'améliore (+1,4%), après avoir diminué de 3,7% en 2023. La hausse est portée par la consommation hors domicile. Au contraire, les achats de porc par les ménages pour leur consommation à domicile se réduisent (-2,7%). La hausse des prix à la consommation des produits porcins (+1,5%) explique ce recul.

Volaille : les prix diminuent et favorisent la consommation

En 2024, la production de volailles croît à nouveau nettement en France, grâce à la maîtrise sanitaire de l'**influenza aviaire hautement pathogène** (IAHP).

En Bretagne, les **abattages de volailles** se redressent (+1,5% en volume), après quatre années de baisse. Ils restent cependant inférieurs de 3,7% à la moyenne des cinq dernières années. Les abattages de **poulets** gagnent 2% en un an en volume, pour atteindre un niveau légèrement supérieur à la moyenne 2019-2023. Cette hausse est favorisée par une consommation en constante progression. Le poids moyen des poulets (1,56 kg) continue d'augmenter : il dépasse de 0,4% celui de 2023. Les abattages de **dindes** poursuivent leur baisse, avec 3,2% de volume de moins qu'en 2023, et -15,7% par rapport à la moyenne 2019-2023. Le poids moyen des dindes

à l'abattage (8,6 kg) gagne 0,8% sur celui de l'an dernier.

Comme pour les autres productions animales, les éleveurs de volailles profitent du recul des **charges**. Entre 2023 et 2024, l'*Ipampa* aliment volailles se réduit de 8,8 %, en lien avec l'évolution du prix des céréales et des tourteaux. Mais le coût de l'aliment reste élevé, supérieur de 9% à la moyenne quinquennale. La baisse du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les **prix des marchés**. En France, le poulet standard est payé 1,04 euro le kg vif au producteur en moyenne en 2024 (-12,9% en un an), la dinde 1,47 euro le kg vif (-8%). Cependant, ces prix restent supérieurs aux prix moyens 2019-2024 (+11,7% pour le poulet et +3,1% pour la dinde). Les prix des volailles payés par les ménages diminuent également mais dans une moindre mesure (-2,3%, toutes volailles confondues). Cela favorise la **consommation**. Ainsi, les volumes de volailles achetés par les ménages pour leur consommation à domicile progressent de 5,1% en un an. De même, la consommation globale (à domicile et hors domicile, essentiellement restauration collective et commerciale), estimée par bilan, s'accroît pour l'ensemble des volailles (+9,8%). Elle augmente pour la viande de poulet (+8,4%), comme habituellement, mais aussi pour la viande de dinde (+4,2%), après trois années de baisse. Avec une progression quasi ininterrompue depuis les années 2000, la viande de volailles devient la viande la plus consommée en France en 2024, devançant celle de porc.

Oeufs de poules en cage et œufs bio perdent du terrain en production

En 2024, la **production nationale d'œufs de consommation** se réduit légèrement par rapport à 2023 (-0,4 %), tout en dépassant la moyenne quinquennale (+1%) (**figure 8**). Contrairement à l'année précédente, la production du deuxième semestre excède celle du premier. La production d'œufs cage perd du terrain face aux **modes d'élevage** alternatifs: -11,6% pour les œufs cage contre +4,7% en mode alternatif (biologique, plein air ou au sol). La production d'œufs bio recule cependant nettement (-9,1%). En 2024, 28% des œufs de consommation produits en France sont issus d'élevage en cage, alors que la part était de 52% en 2020.

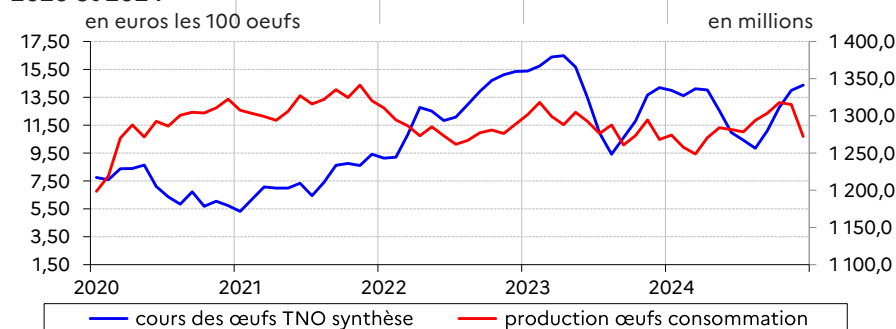
En 2024, les **prix des œufs** redescendent, après trois années de hausse, dont la flambée de 2022. Cependant, les prix restent d'un très bon niveau. Les 100 œufs coquilles se vendent ainsi 12,6 euros, soit 7,3% de moins qu'en 2023, mais 31% de plus que la moyenne 2019-2023 (cotation

TNO Synthèse en moyenne annuelle). Le prix des œufs destinés à l'industrie se replie de 18,5% en un an (1,56 euros le kg), mais dépasse de 31% la moyenne quinquennale (cotation TNO Industrie). D'un niveau élevé jusqu'en mai, les prix des œufs, coquille comme industrie, se réduisent ensuite jusqu'en août, suite aux importations massives d'œufs ukrainiens vers l'Union européenne pour combler le manque d'offre lié à l'IAHP. Les prix se redressent ensuite avec le rétablissement des droits de douanes.

Depuis l'épidémie de Covid-19 en 2020, la **consommation** d'œufs et d'ovoproduits se maintient à

des niveaux élevés en France. En 2024, elle recule très légèrement (-0,8%). La baisse est liée à celle de la consommation hors domicile. À l'inverse, les achats d'œufs de consommation par les ménages pour leur consommation à domicile progressent (+2%), du fait de prix à la consommation moins élevés. La croissance est portée par les achats d'œufs issus d'élevages alternatifs (+4,6%), alors que les achats d'œufs cage continuent de reculer (-5,9%). Pour les seuls œufs biologiques, la consommation est toutefois stable. L'œuf de consommation reste la protéine animale la moins chère.

Figure 8 - Prix et production des œufs de consommation en France entre 2020 et 2024



Source : Agreste, FranceAgriMer-RNM-Les Marchés

Définitions et sigles

Crise conjoncturelle : selon FranceAgriMer, les fruits et légumes sont déclarés en situation de crise conjoncturelle lorsque les prix au stade expédition sont anormalement bas pendant 2 ou 5 jours ouvrés consécutifs selon les produits, en référence à l'article L.611-4 du Code rural et de la pêche maritime. L'article implique l'application de modération des marges de distribution pour les réseaux de distribution signataires des accords de modération des marges.

FCO : fièvre catarrhale ovine

Ifip : Institut de la filière porcine

Ipampa : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Itavi : Institut technique de l'aviculture

MHE : maladie hémorragique épizootique

TNO : Tendance nationale officieuse

Pour en savoir plus

- [Bilan conjoncturel 2024 : des contrastes marqués entre productions, marchés et climat](#), Agreste Conjoncture Synthèses, décembre 2024, n°433
- [Conjoncture agricole mensuelle](#), Agreste Conjoncture Bretagne
- [Moissons d'été 2024 : une production de blé, d'orge et de colza en forte baisse](#), Agreste Essentiel Bretagne, novembre 2024, n°12